

PRÉAMBULE



Barbara Hayoz (présidente du conseil d'administration) et Peter Gisler (directeur)

Une fois de plus, l'exercice écoulé a été passionnant pour l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation SERV. L'année écoulée a été marquée par l'incertitude sur les marchés d'exportation ainsi que par les évolutions géopolitiques et leurs conséquences protectionnistes. La SERV observe sur de nombreux marchés l'émergence de mesures de politique industrielle et voit apparaître le danger d'une course internationale aux subventions, dans laquelle les différentes agences de crédit à l'exportation (ACE) jouent un rôle crucial. Dans ce contexte, la Suisse continue de miser sur de bonnes conditions-cadres pour l'industrie d'exportation.

Conséquences des aspects géopolitiques

Les développements géopolitiques, à savoir l'intensification de la concurrence entre la Chine et les États-Unis, la guerre Russie-Ukraine, les conflits armés au Proche-Orient, le ralentissement, voire parfois le recul de la mondialisation et bien d'autres facteurs ont une influence sur les affaires de la SERV et de sa clientèle.

L'inflation élevée, la volatilité des prix des matières premières et de l'énergie, les différends commerciaux et les sanctions ainsi que la restructuration des chaînes d'approvisionnement mondiales assombrissent les perspectives économiques en de nombreux endroits. Les finances publiques et la charge de la dette de nombreux pays émergents et en développement ont été impactées négativement par des prix d'importation plus élevés, des paiements de subventions et l'augmentation des taux d'intérêts sur les marchés des capitaux. Vient s'ajouter à cela l'incertitude politique en raison de troubles sociaux, de terrorisme et de conflits entre États ou intra-étatiques. Dans l'ensemble, il en découle des risques et insécurités accrus au niveau mondial.

Les entreprises de Suisse tournées vers l'exportation sont directement soumises à l'influence de ces bouleversements géopolitiques. Elles sont mises en difficulté non seulement par la question de la disponibilité et du coût des matières premières et de l'énergie, le choix des sites de production et la perturbation des chaînes d'approvisionnement, mais également par leur orientation stratégique sur certains marchés et un risque de non-paiement généralement plus élevé. Comment ces développements ont-ils impacté le résultat commercial de la SERV pendant l'exercice considéré?

Développement 2023

L'exposition a enregistré une légère baisse par rapport à l'année précédente (CHF 4,7 mia. en 2022), s'établissant désormais à CHF 4,4 mia. Cette évolution s'explique principalement par une diminution de 131 du nombre de polices d'assurance émises. Les accords de principe (AP) nouvellement établis, 129 au total, se sont maintenus au niveau de l'année précédente. Au cours de l'exercice considéré, la SERV affiche une charge des sinistres extraordinairement élevée de CHF 222 mio., causée principalement par les défauts de paiement de l'Éthiopie et du Ghana. Le résultat net positif de CHF 13,4 mio. a été fortement influencé par des événements exceptionnels tels qu'une résiliation de contrat anticipée, des intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchelonnement et des gains de change. Les intérêts créditeurs issus des placements auprès de la Trésorerie fédérale, d'un montant de CHF 33,5 mio., ont atteint un niveau semblable à celui des années de fondation de la SERV de 2007 à 2009 et couvrent ainsi entièrement les frais matériels et de personnel.

Comment la SERV pourra-t-elle soutenir plus efficacement encore le secteur suisse de l'exportation dans les années difficiles à venir? Par exemple en conquérant de nouveaux marchés qui gagnent en importance grâce au nearshoring ou en mettant en place des chaînes d'approvisionnement plus solides. La SERV aide les entreprises à se protéger contre les risques accrus sur les marchés d'exportation. Pour la SERV, une insécurité plus grande signifie potentiellement une demande plus forte pour ses produits d'assurance ainsi qu'un potentiel de sinistres plus élevé.



«Force est de constater, à la fin de l'année 2023, qu'un monde en plein changement pose de nouveaux défis, mais qu'il ouvre également des opportunités.»

BARBARA HAYOZ
PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À ce jour, l'importance de la SERV en tant qu'instrument de promotion de l'économie d'exportation s'est vérifiée. Sa stratégie et ses valeurs fondamentales ont fait leurs preuves en temps d'incertitude politique et économique. Avec ses prestations d'assurance et de garantie, la SERV contribue de manière significative à la réussite de l'économie suisse d'exportation dans un environnement de marché difficile.

Pour la nouvelle période stratégique 2024–2027, le conseil fédéral a chargé la SERV de continuer à développer son rôle de «facilitateur commercial» et de contribuer de manière significative à ce que les entreprises suisses et tout particulièrement les PME puissent accéder à de grands projets d'infrastructures à l'étranger. Sont également placés au premier plan les efforts en matière de développement durable, domaine dans lequel la SERV a déjà posé des bases importantes en adoptant sa stratégie climatique. Par ailleurs, le Conseil fédéral tient à ce que, par le biais de ses offres, la SERV continue de couvrir les besoins des entreprises suisses tournées vers l'exportation afin de préserver leur compétitivité au niveau international.

Des opportunités de projets d'infrastructures dans le monde entier

La stratégie Pathfinding adoptée par le conseil d'administration (CA) découle des objectifs stratégiques du Conseil fédéral et a pour objectif d'offrir aux entreprises suisses la possibilité de participer à de grands projets d'infrastructures internationaux, d'étendre leur présence internationale et ainsi de s'assurer une réussite durable. En raison du besoin considérable d'investissements dans des infrastructures dans le monde entier, tout particulièrement en lien avec la protection climatique, des opportunités s'offrent aux entreprises suisses, notamment aux PME. Dans ce contexte, il convient de souligner la coopération très étroite de la SERV avec ses partenaires dans le cadre de la «Team Switzerland Infrastructure». Celle-ci réunit, outre la SERV, les organisations suisses concernées, en particulier le SECO, Switzerland Global Enterprise (S-GE), Swissmem, Swissrail et suisse.ing.

Au cours des prochaines années, la SERV va aussi s'atteler à des chantiers comme la numérisation, le développement durable et la transformation de l'économie pour atteindre la neutralité climatique. Viendront interférer dans ces projets les conséquences du changement

climatique comme les vagues de chaleur et la perte de biodiversité. Il convient ici de rappeler que la SERV travaille tout en s'autofinçant.

Vérifier la loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation

Comme les entreprises tournées vers l'exportation, la SERV doit être capable d'adaptation pour faire face aux crises et aux transformations structurelles. Ses bases légales sont en vigueur depuis quelque temps déjà. Hormis une modification ponctuelle après la crise financière, la loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE) n'a pas subi de modification significative. C'est pourquoi la SERV considère qu'il est important d'envisager une révision de la loi afin de préserver la compétitivité de l'économie d'exportation suisse.

Fondamentalement, il s'agit de déterminer comment la SERV doit réagir face au passage de relations commerciales classiques bipolaires à une économie fonctionnant en réseau à l'échelle mondiale. Cette mutation, en cours depuis longtemps déjà, conduit à l'intégration au niveau mondial des marchés, des entreprises, des chaînes de valeur et des financements. Cela a pour conséquence que l'attribution nationale de prestations économiques s'estompe et que de nouveaux éléments multinationaux viennent s'infiltrer dans les opérations d'exportation classiques.



«La SERV est sur la bonne voie, aussi bien sur le plan structurel que stratégique, pour poursuivre sa transformation et devenir un facilitateur commercial. Ce faisant, elle entend avant tout contribuer au renforcement des exportations suisses et faciliter l'accès des entreprises aux projets d'infrastructures.»

PETER GISLER
DIRECTEUR

Dans cet environnement, il convient de préserver l'attractivité de la Suisse comme lieu d'implantation pour les entreprises qui peuvent compter ailleurs sur le soutien d'assurances de crédit à l'exportation.

Au nom de la SERV et de l'ensemble des collaborateurs, nous remercions chaleureusement notre clientèle pour sa collaboration, sa confiance et sa fidélité en ces temps difficiles. Nous sommes heureux de pouvoir continuer à vous accompagner activement dans vos opérations d'exportation.



Barbara Hayoz
Présidente du conseil
d'administration



Peter Gisler
Directeur